

*Passons, car c'est la loi ; nul ne peut s'y soustraire ;  
Tout penche ; et ce grand siècle avec tous ses rayons  
Entre en cette ombre immense où, pâles, nous fuyons.  
Oh! quel farouche bruit font dans le crépuscule  
Les chênes qu'on abat pour le bûcher d'Hercule !*

**Victor Hugo**

**Au lendemain de la deuxième guerre mondiale qui laissa la France exsangue, des hommes visionnaires se réunirent pour tenter de reconstruire ce qui pouvait l'être et s'atteler à bâtir une nation plus forte, plus juste, plus fraternelle. Leur héritage, aujourd'hui controversé, est pourtant immense, de la création de la Sécurité Sociale qui a assuré pendant 70 ans l'égal accès de tous aux soins, à la création d'Électricité de France qui a permis l'égal accès de tous à l'électricité.**

**Certes, la France de 2019 n'est pas la France de 1945, mais les principes fondateurs qui ont menés à la création d'EDF restent d'une brûlante actualité :**

- **Tout d'abord, assurer l'indépendance énergétique de la France. Ce qui était un défi et une nécessité de sécurité à la création d'EDF le devient à nouveau sous les coups de cornes de la vache européenne, pour filer la métaphore mythologique herculéenne chère à quelques-uns.**

**Ne nous y trompons pas : héritiers de l'esprit des fondateurs d'EDF, nous sommes passionnément européens. Simplement, nous refusons que la grande idée de l'Europe que nous avons reçue de ceux qui ont sauvé l'honneur de la France et ont fait d'elle à nouveau une Nation respectée dans le monde, soit dévoyée, rabaissée, rabougrie. Aimer l'Europe, c'est aimer les peuples et les Nations qui la composent, c'est œuvrer à son indépendance, c'est garantir les droits fondamentaux de tous les**

citoyens qui la composent. Nous ne tombons pas dans le piège de « la bureaucratie bruxelloise » qui serait coupable de nos maux. Bruxelles, c'est le bouc émissaire commode des erreurs et des fautes de nos propres gouvernements. C'est le réceptacle de leurs renoncements, de leurs aveuglements, de leurs accommodements et de leur conformisme. « Bruxelles » n'est que la traduction d'une forme de lâcheté et d'une révoltante absence de vision stratégique quand on sait que nous sommes à la fois en train de brader l'indépendance énergétique de notre pays et des milliers d'emplois.

- Le deuxième principe qui prévalut à la création d'EDF et à son évolution industrielle fut celui de produire une électricité à un prix abordable pour le plus grand nombre et d'en garantir l'accès à tous. Ce pari, qui n'avait rien d'évident, la France l'a relevé en faisant d'EDF le premier énergéticien au monde, grâce au nucléaire et à l'hydroélectricité qui nous ont assuré pendant des décennies l'électricité la moins chère d'Europe. Une électricité de plus totalement décarbonée, nous en mesurons l'importance aujourd'hui.

Bien sûr, EDF n'est pas exempte de tout défaut. Il serait ridicule de le prétendre. La sédimentation des ans a sclérosé certaines choses. Il y a, çà et là, des activités non optimisées et sans doute certains sureffectifs. La masse salariale - pour parler comme on parle aujourd'hui - a un coût. Que ce coût soit marginal au regard des performances de l'entreprise n'intéresse pas grand monde. Il suffisait de s'attaquer à ces problèmes sans brutalité pour améliorer encore la performance de l'entreprise à laquelle tous les employés d'EDF sont attachés viscéralement. A chaque fois qu'EDF a eu à sa tête un

patron respectueux de son histoire et de ses missions, la majorité des ont été mises en œuvre et l'on a pu juger de leurs résultats.

La France a longtemps fait figure de référence mondiale en matière d'électricité.

Grâce à la performance de son parc nucléaire, construit en seulement trente ans !

Grâce à des réseaux de transport et de distribution intégrés.

Grâce à une vision toujours claire et concrète du Service Public. Dans quelle autre entreprise française, employés actifs et retraités se mobilisent bénévolement après une catastrophe naturelle ? Certainement pas dans les entreprises présidées par cet ancien hiérarque du MEDEF <sup>1</sup> qui appelait à grands cris à liquider l'héritage du Conseil National de la Résistance.

A rebours des intérêts de l'entreprise et du pays, ces dernières années se sont caractérisées par la disparition de la pensée de l'Etat.

Le constat est accablant : il n'y a plus de vision stratégique en matière de gestion de l'énergie. Il n'y a d'ailleurs même plus de ministre de l'énergie, c'est dire !

Dans les ministères, à Matignon, à l'Elysée, on ne trouve plus personne pour prendre la mesure de tout ce qui a été accompli depuis 70 ans. De la même manière qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, il ne suffit pas de donner à un programme absurde le nom d'un héros de la mythologie pour faire œuvre de géant.

Ajoutons pour l'édification de ceux qui ont cru bon d'affubler leurs élucubrations du nom du fils de Jupiter (ça ne s'invente pas), qu'Hercule mourut sur un bûcher dans des souffrances épouvantables, pour avoir revêtu une tunique imprégnée de poison que lui

---

<sup>1</sup> Denis Kessler, l'ex-vice-président du Medef, en 2007, suggérait aux candidats à la présidentielle : « La liste des réformes, c'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ».

avait naïvement envoyé sa femme Déjanire, pour le faire revenir vers elle après une infidélité de trop.

On peut rêver de meilleurs auspices pour traiter de l'avenir du premier électricien mondial.

EDF est aujourd'hui un navire sans gouvernail et sans boussole.

La grande ambition industrielle, la dimension sociale du contrat ne veulent plus rien dire.

La priorité absolue de Bruxelles dans la suite des décisions des gouvernements nationaux a été donnée à la concurrence, maître-mot du bonheur des peuples sommés de communier ce nouvel autel. Elle a guidé une série de décisions absurdes, la première d'entre elles étant l'obligation faite à EDF de revendre son électricité à un prix inférieur au coût de revient, à des concurrents créés de toutes pièces pour l'occasion, afin de leur permettre de revendre cette électricité à ses propres clients.

Les seuls gagnants de ce jeu de dupe ont été les traders. La facture pour les consommateurs, elle, n'a cessé de s'alourdir.

Comme si cela ne suffisait pas, il a fallu intégrer à marche forcée des énergies dites vertes au réseau, au mépris de toute logique industrielle, de marché ou de résultat.

Nous militons bien sûr pour un plus grand mix énergétique, mais avec la part du nucléaire et celle de l'hydroélectricité, la France, encore une fois, disposait d'une électricité non émettrice de gaz à effets de serre.

**La véritable écologie ne consiste pas à importer massivement des panneaux solaires de Chine, où se trouve l'essentiel de la production mondiale, ou à bétonner les océans pour y implanter des éoliennes au coût exorbitant et à la rentabilité négative.**

**La véritable écologie ne consiste pas non plus à se résigner à voir les subventions exploser au profit . Ne nous voilons pas la face : la seule industrie rentable de ce secteur plus dopé qu'un athlète de la défunte Allemagne de l'Est, c'est bel et bien le trading de subventions. Les verts idéologues font ainsi le lit du capitalisme dans sa version la plus dénuée de sens : l'enrichissement de quelques-uns au détriment du plus grand nombre.**

**Pire, au nom de la sanctification des énergies dites « vertes », parées de toutes les vertus, face à une énergie nucléaire incarnant le Mal, on a précipité des pans entiers de l'outil industriel européen dans l'abîme.**

**Nous n'en prendrons pour exemple que ce qu'il est advenu des grands énergéticiens allemands qui ont été rayés de la carte au nom du mantra de l'energiewende. Rappelons brièvement de quoi il s'agit :**

- **L'Allemagne, à marche forcée, a intégré massivement des capacités de production d'énergies renouvelables hautement subventionnées et prioritaires sur le réseau, en-dehors de toute logique de marché ;**
- **Cette intégration est intervenue dans un contexte de baisse globale de la demande, du fait notamment de la fermeture de nombre d'industries lourdes et de l'amélioration de l'efficacité énergétique ;**
- **Ces éléments combinés ont engendré une surcapacité de production : la capacité installée d'énergie éolienne et solaire y est ainsi supérieure à la demande moyenne pendant les périodes de grand vent ou de fort ensoleillement et poussent les prix**

de gros et la production d'électricité conventionnelle à la baisse, alors que le reste du temps cette dernière reste indispensable.

- La nécessité de nouvelles lignes de transport d'électricité, car la production éolienne est au Nord et la demande principalement au Sud de l'Allemagne
- La difficile gestion de l'intermittence de la production éolienne ou solaire avec des centrales à combustibles fossiles
- Cette surcapacité s'est ainsi traduite par :
  - la dégradation de la rentabilité de capacités installées (notamment les centrales à gaz dont une proportion importante ferme, alors que le maintien de leur activité est essentiel quand il n'y a ni vent ni ensoleillement),
  - la baisse spectaculaire des prix de gros : jusqu'à 50 %.

Les résultats sont eux aussi spectaculaires :

- la dépendance énergétique de l'Europe a augmenté avec des besoins accrus en énergies fossiles,
- les émissions de CO2 sont reparties à la hausse : pour remédier à l'intermittence des énergies renouvelables, l'Allemagne fait ainsi tourner à plein régime ses centrales à charbon plutôt que ses centrales à gaz, pourtant deux fois moins polluantes, car cela lui revient moins cher. La facture du vert paradis de l'energiewende a un coût pour le consommateur : les prix ont augmenté de 50 % en quelques années et sont le double des tarifs en France pour les particuliers et les entreprises de services (mais pas pour les grandes industries exonérées en Allemagne d'une partie des taxes).

Comme s'il ne suffisait pas que l'Allemagne ait sacrifié son industrie électrique, il a fallu aussi qu'elle pousse les autres, comme le Portugal, l'Espagne ou le Danemark, à faire la même chose, telle le fameux joueur de flûte de Hameln, une légende ironiquement allemande.

La France, jusqu'à présent, avait échappé à cette folie en raison même de l'existence d'EDF et d'une politique fondée sur le choix visionnaire des industries nucléaire et hydroélectrique, toutes deux fortement décarbonnées, pour sa production électrique. Le bon sens de quelques-uns a longtemps prévalu sur l'hystérie de beaucoup d'autres, mais pour combien de temps encore ?

Le nucléaire qui était au pays de Marie Curie et de Paul Langevin l'objet d'un large consensus politique et social est désormais diabolisé au point qu'il devient de plus en plus difficile de faire valoir la simple raison sans se faire traiter d'ennemi de l'humanité.

Cette formidable réussite française est en train d'agoniser des suites de la maladie inoculée par les Allemands et de l'absence de leadership politique français sur ces sujets : à l'intérieur en acceptant de voir Areva s'autodétruire, comme à l'extérieur en se laissant imposer par la Commission des réglementations absurdes voire irresponsables.

Grâce à la vision médiocre de quelques décideurs, la France qui était hier encore l'un des leaders, sinon le leader du nucléaire dans le monde, ne figure plus parmi les grands acteurs internationaux, et cela au moment même où des pays comme la Suède, pourtant

pointilleuse sur le sujet de l'écologie, redécouvre les vertus de l'atome pour assurer son approvisionnement en électricité en abaissant ses émissions de gaz à effet de serre.

Il en va de même pour l'hydroélectricité. Parce qu'il y a eu, dans un certain nombre de pays, des excès, des abus, un mépris intégral pour les populations locales, la faune ou la flore, le principe même des barrages est désormais remis fortement en cause en France. Il s'agit pourtant, il est utile de le rappeler, du seul moyen connu de stockage de l'électricité. Qui peut dire que les paysages français ont été massacrés par la réalisation des barrages ? Au nom, encore, de principes dévoyés, on a, sans mauvais jeu de mots, jeté le bébé avec l'eau du bain.

S'il est indispensable, ce qui est le cas en France, que la réalisation de barrages soit dûment réglementée et surveillée et qu'elle s'accompagne de mesures drastiques en termes de protection des équilibres environnementaux et sociaux, il est stupide et dangereux de se priver de cette source d'électricité propre. Pire, la France a laissé la Commission concocter une réglementation néfaste qui lui impose désormais de procéder à des appels d'offre pour la gestion des barrages qu'EDF a construits et qu'elle opère, ce qui va déstructurer le seul outil de stockage intelligent qui permettait d'optimiser le système électrique français !

Toute la propagande qui les entoure ne saurait faire oublier que les énergies dites « nouvelles » sont par essence intermittentes. Les progrès rapides en matière de baisse des coûts des installations ne suffisent pas à assurer leur compétitivité : tant qu'on ne saura pas stocker l'énergie, l'intermittence aura un coût. Celui-ci est aujourd'hui de l'ordre



de 30%. C'est évidemment un point de vulnérabilité. Porter atteinte à l'hydroélectricité française dans un tel contexte est à la fois absurde et dangereux.

Alors que la population mondiale ne fait que croître, notamment dans les pays émergents, les besoins en énergie vont augmenter de manière massive. Si l'on donne la priorité aux énergies intermittentes sur le nucléaire et l'hydroélectrique, il faut se résoudre à voir augmenter en même temps les émissions de carbone, à contre-courant de ce dont la planète a besoin. Est-ce bien ce que nous voulons ?

En annonçant contre toute logique qu'on allait réduire la part du nucléaire à 50 %, en acceptant de voir Areva partir à vau-l'eau, en bradant ses outils de production industrielle à des acteurs étrangers, comme le montre l'exemple d'Alstom ou celui probable à venir des barrages, la France s'est mise elle-même hors-jeu.

On a lâché la proie pour l'ombre ce qui, d'un point de vue industriel et donc social, a des conséquences dramatiques.

Jusqu'à preuve du contraire, il n'y pas d'autre énergie que celle que l'on produit ou celle que l'on importe. C'est ce que semble oublier le désormais fameux plan Hercule.

En quoi consiste-t-il ?

D'après ce que l'on a bien voulu en dire, puisqu'il a été élaboré en toute opacité et sans concertation avec les principaux intéressés - à savoir les employés d'EDF à qui l'on peut tout de même reconnaître quelques compétences sur le sujet et les consommateurs -, la France énergétique disposera désormais de deux maisons : l'une bleue, l'autre verte.

Passons sur l'insulte à l'intelligence que constitue cette image, comme si les Français étaient trop idiots pour comprendre des arguments plus complexes, pour nous concentrer sur le fond. Sous couvert de réorganisation, ce plan entérine et accélère le démantèlement d'EDF jusqu'à la caricature : les charges (les investissements massifs de long terme nécessaires au nucléaire) seront socialisées, tandis que les bénéfices seront eux privatisés.

« Sanctuarisé » dans la maison bleue, le nucléaire est condamné à périr. Il en sera de cet outil comme il en va déjà, par exemple, de la SNCF. Par défaut d'investissements, nous ne tarderons pas à avoir un outil fortement dégradé. Mais une centrale n'est pas un RER de banlieue où l'on peut entasser les gens dans des conditions indignes. Si ce plan actuel est inéluctable - l'Etat étant le seul actionnaire de la maison bleue -, le nucléaire sera victime de coupes et d'ajustements budgétaires, et il n'y survivra pas. Cela fera le bonheur de plus de traders et de quelques idéologues. Gageons que cela ne fera pas celui de la grande masse des Français qui devront payer toujours plus cher une électricité de moins bonne qualité. Et le climat ne nous dira pas merci.

Il en ira de même de notre réseau de transport, RTE, lui aussi placé dans la maison bleue. Déjà, EDF n'a plus aucun droit sur la gestion de cette entreprise qui transporte l'électricité qu'elle produit. Dès lors, à quoi bon être dans la maison bleue ?

Pas encore construite, la maison verte semble elle aussi déjà branlante : on y a fourré pêle-mêle tout ce qui relève des énergies dites « vertes » mais de quoi parle-t-on exactement ? Grâce à l'incurie ou la complicité active d'un certain nombre de dirigeants, la France et une grande partie de l'UE ne dispose plus de base industrielle pour les nouvelles énergies

renouvelables. Notre valeur ajoutée sur un projet éolien ou solaire consistera à installer les mâts et les panneaux faits en Chine et à assurer le montage financier. Le système fonctionnera tant que dureront les subventions. Et une fois encore, ce sont les traders qui s'enrichiront, au détriment des consommateurs à qui l'on fait prendre des vessies pour des lanternes...

Dans un registre équivalent, on aurait pu espérer que l'exemple catastrophique des blackouts américains aurait incité les Européens à se garder de séparer les outils de production d'électricité des outils de distribution. Mais c'est le contraire qui s'est produit. Et la France a dû séparer ses réseaux, mollement défendue voire pas défendue du tout par ceux qui ont pourtant pour mission de protéger ses intérêts. ERDF, devenue ENEDIS, affiche une valorisation boursière inversement proportionnelle à sa valeur réelle : n'étant pas propriétaire des réseaux qu'elle exploite, l'entreprise est à la merci des vrais propriétaires, les collectivités locales, qui, alléchées par les montants faramineux avancés, voudront tôt ou tard renégocier les contrats pour prendre leur part du gâteau.

Nos grands anciens nous ont appris après l'avoir découvert l'intérêt de l'entreprise d'électricité intégrée, et en particulier que l'avenir des réseaux réside dans l'optimisation énergétique permise par les avancées technologiques. Mais comment faire quand les réseaux sont séparés et que leurs responsables ne parlent plus entre eux puisqu'ils n'appartiennent plus à la même entreprise ?

Le grand chamboule-tout gouvernemental ne serait que risible s'il ne touchait pas le cœur même de l'indépendance et du modèle social français. Bleue ou verte, les maisons de

Monsieur Macron n'ont ni toits ni fondations. La recherche et la R&D, constitutives de la culture d'EDF et qui furent longtemps les atouts-maîtres de ce joyau industriel, ne sont même pas mentionnées. Et comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement ? Va-t-on créer des entités de recherche propres à chaque démembrement d'EDF ? Une pour la production ? Une pour la distribution ? Une pour les réseaux ? Qui se réuniront autour du sapin une fois l'an pour échanger le fruit de leurs travaux ?

La France avait inventé un modèle qui reste d'une éclatante modernité et d'une grande pertinence à l'heure de l'urgence climatique. Notre pays qui a longtemps été à l'avant-garde de la politique énergétique mondiale cède aujourd'hui à des pressions contraires à son histoire et sa vision équilibrée de l'économie. Pression des Commissions européennes successives, qui ont fait d'une concurrence débridée l'alpha et l'oméga de leurs politiques, même quand cela va à rebours des intérêts de l'Europe et de ses peuples. Pressions insupportables du monde de la finance qui a trouvé son nouveau graal dans le démantèlement des grands énergéticiens. Pressions pernicieuses de certains hauts fonctionnaires ménageant leur sortie dans des banques d'affaires alors qu'ils ont pour mission de défendre l'Etat et les Français. Cette triple alliance entre doctrine, avidité et lâcheté conduit aujourd'hui EDF au bord du précipice.

**Le plan Hercule doit être refusé. Il en va de l'intérêt de la France et des Français.**

---